

- CEDI -

Brésil

2/jan/77

11/SP - Av. Higienópolis, 983 - 01238

ACCUSÉE DE « SUBVERSION »

### L'Église dénonce la politique d'« intégration » des Indiens d'Amazonie menée par le gouvernement

M. Rangel Reis, ministre brésilien de l'intérieur, s'en est pris violemment, lundi 27 décembre, à l'action de l'Église parmi les Indiens et a annoncé que, dès 1977, les missions religieuses seraient « éloignées » des tribus. Il a révélé que le régime militaire comptait « réduire à vingt mille en l'espace de dix ans » le nombre des Indiens vivant à l'état tribal, qu'il a évalué actuellement à deux cent vingt mille (les spécialistes de la question avancent le chiffre de cent mille). Les autorités ont donc l'intention d'accélérer leur politique d'intégration.

« La position de l'Église catholique à l'égard

des Indiens, a affirmé le ministre de l'intérieur, est irréaliste, féodale et archaïque. Je ne crois pas à la bonne foi d'une minorité de religieux qui se présentent comme les défenseurs des humbles et qui disent du gouvernement qu'il persécute les défavorisés. Certains éléments agissent d'ailleurs de façon étrange, pour se ranger aux côtés des subversifs... »

De telles déclarations vont sans doute relancer la polémique entre le gouvernement et l'Église catholique, au moment où de nombreux évêques sont réunis à Rio pour mettre au point une position commune à l'égard des autorités.

Rio-de-Janeiro. — Ces derniers mois, le ton a beaucoup monté entre l'Église et le gouvernement du général Geisel. Deux documents épiscopaux particulièrement explosifs ont eu le don d'irriter la présidence, qui ne tolère guère les exposés trop didactiques sur le sort réservé « aux pauvres et aux opprimés ». Coup sur coup, deux prêtres exerçant leur ministère en Amazonie ont été, l'un, arrêté et torturé, l'autre, le Père Giuseppe Fontanella, expulsé vers son pays d'origine, l'Italie, après neuf ans d'activité missionnaire. Autorités militaires et policières ont multiplié les déclarations sur la « communisation » du clergé. Une campagne a été menée à l'aide de documents apocryphes contre certains dirigeants de la Conférence épiscopale. La dernière offensive du genre a été lancée le 15 décembre contre le président du Conseil indigéniste missionnaire (Cimi), Dom Tomas Balduino, évêque de Goiás. Après avoir intercepté une lettre que ce dernier avait adressée à un prisonnier politique, le colonel Erasmo Dias, secrétaire de la sécurité publique de Sao-Paulo, a accusé l'évêque d'avoir eu des « contacts avec une cellule terroriste marxiste-léniniste ». Ce

De notre correspondant

« coup bas » a évidemment discrédité un peu plus l'administration en place, qui a montré à plusieurs reprises qu'elle ne regardait pas trop aux moyens quand il s'agissait de disqualifier des adversaires.

Le Conseil indigéniste missionnaire s'est beaucoup inquiété, ces dernières semaines, des nouvelles orientations officielles au sujet du problème des Indiens. A plusieurs reprises, deux des responsables du Cimi, le Père Antonio Iasi Junior et le Père Egydio Schwade, ont accusé la Fondation nationale de l'Indien (Funai), organisme gouvernemental chargé de la protection des tribus, de vouloir utiliser les Indiens comme « une main-d'œuvre bon marché », au lieu de les défendre contre les agressions extérieures et de les aider à maintenir leur identité. La même accusation a été reprise par l'un des plus grands indigénistes brésiliens, M. Orlando Villas Boas, qui, avec son frère Claudio, a souvent été proposé pour le prix Nobel de la paix. Dans le quotidien *O Estado de Sao Paulo* du 16 décembre, M. Villas Boas affirmait que la Funai s'était transformée en « entreprise à but lucratif ».

nel et principal avocat de la « mise au travail » des Indiens. Mais leurs pronostics sont pessimistes.

« Globalement, la situation des Indiens ne cesse d'empirer, nous dit le Père Egydio Schwade. Quel a été, depuis trois ans, le résultat des opérations dites d'« attraction » (1) de la Funai ? Il y avait environ cinq cents Kreen-Akaroes en 1973, lorsqu'ils ont été découverts au nord du Mato-Grosso. Six mois après, il n'y en avait plus que soixante-seize. Les survivants ont été transférés dans le parc du Xingu, où ils fréquentent la route qui coupe le parc. Il y a deux ans, M. Apoena Melrelles a fait l'« attraction » des Ava-Canoeros, au nord du Goiás, pour les préserver d'un contact trop brutal avec les éleveurs de bétail. Il y avait entre trente et cinquante Ava-Canoeros. Il n'en reste plus qu'un aujourd'hui. Les Suruis du Rondonia étaient quatre mille en 1970. On en compte deux cents actuellement, et 70 % d'entre eux sont atteints de tuberculose... »

Le Père Egydio Schwade cite de nombreux cas de tribus réduites à l'état de « main-d'œuvre bon marché », ou d'autres abandonnées à l'invasion des « fronts pionniers », menacées par les pâturages comme les « Makuxis du Roraima, obligés, explique-t-il, de défendre leurs enfants contre les troupeaux par des barbelés ». Il n'attaque pas seulement la « catéchèse économique » des autorités, qui veulent voir dans l'Indien un « producteur ». Il s'en prend aussi à la double « catéchèse » économique et culturelle des missions religieuses traditionnelles.

Au sein de l'Église, toute une avant-garde s'élève ainsi contre le sort traditionnel réservé aux Indiens.

Le Conseil indigéniste missionnaire dénonce avec vigueur, par exemple, certains articles du statut de l'Indien promulgué en 1973, qui fait de l'Indigène un mineur placé sous tutelle de l'Etat et lui reconnaît seulement un droit d'« occupation », et non de propriété, sur les terres où il a toujours vécu. Depuis quelques années, le Cimi a organisé ou suscité des « Assemblées de chefs indigènes », qui incitent les tribus à s'unir pour défendre leur droit à la terre, et faire revivre leur culture.

« Mais la Funai est hostile à ces assemblées, nous dit Dom Tomas Balduino, elle n'accepte pas que les Indiens soient maîtres de leur destin. » La « conscientisation » des Indiens fait partie des griefs formulés contre l'Église, accusée par les autorités d'insuffler un esprit de révolte à tous les pauvres de l'Amazonie.

CHARLES VANHECKE.

### L'agression des grandes sociétés

Plus que jamais, en effet, c'est une « intégration rapide » des Indiens que visent les autorités. Pour y parvenir, la Funai a décidé d'élaborer des « programmes économiques » à leur intention et de gérer les bénéfices résultant de leur travail. En même temps, elle fait tout pour que les réserves ne soient pas un obstacle aux compagnies minières et aux entreprises d'élevage, particulièrement « agressives » dans la conquête de l'Ouest amazonien. C'est du moins ce que les missionnaires reprochent à la Funai.

qu'ils accusent de jouer un rôle inverse de celui qui lui a été confié : selon eux, la fondation tend à parquer les tribus dans les zones non convoitées, au lieu de leur garantir un maintien dans leurs territoires habituels de chasse et de cueillette.

Quelques exemples sont cités. Les Suruis du parc Aripuana (territoire de Rondonia) doivent faire face, depuis des années, à des invasions de colonies minières et agricoles. L'un des meilleurs « sertanistas » (spécialiste du contact avec l'Indigène) de la Funai, M. Apoena Melrelles, avait été détaché auprès d'eux pour les protéger. Il vient d'être éloigné : il défendait pour les tribus un territoire plus grand que celui que les autorités sont disposées à leur accorder.

Dans la région de Maraba, les Gaviões vivent de la cueillette des noix du Brésil. Il y a deux ans, une ethnologue, Mme Iara Ferraz, s'était installée parmi eux pour les aider à commercialiser leur production et à récupérer ainsi une autonomie perdue au contact des Blancs. Elle vient d'être expulsée, et la Funai a décidé d'exercer à nouveau sa tutelle sur la tribu.

Les missionnaires citent bien d'autres groupes en danger, notamment les Tapirapes menacés d'être transférés dans l'île du Bananal pour laisser la place à de grandes entreprises. Ils reconnaissent que le président de la Funai, le général Ismarth de Araujo Oliveira, est beaucoup moins « intégrationniste » que son principal adjoint, M. Franceliso Van der Broecke, économiste chargé du département opération-

(1) Quand un chantier doit s'installer près d'une tribu qui n'a jamais eu de contact avec le monde moderne, des spécialistes sont envoyés sur les lieux pour « attirer » les Indiens, dialoguer avec eux, et créer les contacts entre deux civilisations fondamentalement antagonistes.